
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51137

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

1952) insiste sur les dissensions internes du patriciat dans les villes du Haut Rhin qui, depuis le XIV^e siècle, ont permis aux artisans d'accéder au pouvoir urbain ou tout au moins d'y participer. Dans un deuxième article, le même auteur reprend l'étude des groupements sociaux pour l'ensemble des villes allemandes en dégagant leurs rôles réciproques dans la politique urbaine du XI^e au XVI^e siècle (Die deutschen Städte des Mittelalters. Die sozialen Gruppierungen, 1955). Le cadre restreint des villes suisses permet à Werner SCHNYDER (Soziale Schichtung und Grundlagen der Vermögensbildung in den spätmittelalterlichen Städten der Eidgenossenschaft, 1968) d'établir une échelle assez détaillée des différents groupes sociaux et de révéler les activités économiques qui sont à la base des fortunes bourgeoises. Gerd WUNDER (Unterschichten der Reichsstadt Hall. Methoden und Probleme ihrer Erforschung, 1966/67) aboutit, en utilisant avec prudence des listes d'imposables, à une différenciation très fructueuse du groupe social inférieur dans une ville de saline, Schwäbisch Hall. Wolfgang ZORN (Die politische und soziale Bedeutung des Reichsstadtbürgertums im Spätmittelalter, 1961) explique pourquoi l'intégration politique et culturelle des bourgeois avait échoué à la fin du moyen âge tandis que leur apport à l'humanisme fut considérable. Otto BRUNNER (Souveränitätsproblem und Sozialstruktur in den deutschen Reichsstädten der früheren Neuzeit, 1963) voit dans les conflits entre conseils urbains et bourgeois dans les villes impériales de Lubeck, Hambourg, Brême et Francfort non pas des conflits sociaux ou économiques, mais plutôt une lutte politique autour du concept de souveraineté, *summa potestas* disputée entre conseils et bourgeois. Ces villes, au XVIII^e siècle, ont à nouveau une constitution mixte, aristocratique et démocratique, semblable à celle de la fin du moyen âge.

Reinhold KAISER, Essen

La città in Italia e in Germania nel Medioevo: cultura, istituzioni, vita religiosa, a cura di Reinhard ELZE e Gina FASOLI, Bologne (Il Mulino) 1981, in-8°, 334 p. (Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento. Quaderno 8).

Installé à Trente, point de rencontre traditionnel des deux civilisations, l'Istituto storico italo-germanico publie régulièrement les actes de colloques dont l'un (Quaderno 3) concernait déjà le Moyen Age, puisqu'il était consacré aux pouvoirs temporels des évêques en Italie et en Germanie. Le présent recueil reprend la même formule: autour d'un thème choisi pour son importance dans les deux pays, confronter les expériences des historiens des deux côtés des Alpes. Toutes les communications concernent principalement cette fois-ci les XIV^e et XV^e siècles (sauf la première, de plus large cadre chronologique). En revanche, quant aux sujets et aux cadres géographiques choisis, la dissymétrie est évidente entre les deux groupes: les Italiens ont apporté des contributions thématiques portant sur l'ensemble de l'Italie centro-septentrionale, à propos de sujets variés: idéologie citadine, écoles, organisation du travail, rapports entre la ville et son territoire. Les études sur l'espace germanique sont régionales (Tyrol, Augsbourg et les villes voisines) ou monographiques (Cologne, Trèves), et privilégient les aspects politiques et sociaux.

M. C. De MATTEIS reprend sous le titre «Societas christiana e funzionalità ideologica della città in Italia: linee di uno sviluppo» le thème de la «conscience citadine» qui a déjà suscité plusieurs essais intéressants. Elle suit l'évolution de ce sentiment chez les citoyens des communes italiennes: d'abord l'absolue prédominance des valeurs religieuses, à travers l'identification à l'Eglise locale et à son évêque; puis une laïcisation du sentiment civique, qui passe par une phase que l'A. intitule «culturelle-célébrative»: il s'exprime alors par exemple dans les *Laudes civitatum*, genre ancien revivifié à l'époque communale, ou dans l'exaltation du thème *pro patria mori*. A partir du milieu du XIII^e siècle enfin, fleurissent les traités de gouvernement,

en réaction au désordre et à la décomposition des institutions communales. Mais l'esprit civique ne réussit finalement pas, selon l'A., à réaliser un modèle politique fonctionnel, parce qu'il ne prend pas en compte la réalité sociale des cités italiennes, complexe et mouvante.

C'est un thème historiographique bien plus ancien encore qu'aborde F. BOCCHI sous le titre »La città e l'organizzazione del territorio in età medievale«. En privilégiant les considérations socio-économiques, elle se place d'ailleurs dans l'alternative classique: exploitation par la cité ou osmose profitable aux deux partenaires? Elle retrace rapidement, mais clairement et en s'appuyant sur une littérature abondante et récente, la progressive mainmise des cités sur leur »contado«. La fin de la relation souligne le conservatisme de l'administration citadine, qui absorbe imperturbablement, lorsqu'elles lui sont utiles, les formes seigneuriales et féodales qu'elle trouve dans les campagnes; mais le développement de la bureaucratie communale n'est pas oublié non plus.

Le sujet traité par R. GRECI, »Forme di organizzazione del lavoro nelle città italiane tra età comunale e signorile«, est de nos jours un peu délaissé, contrairement aux précédents. Comme pour la relation de F. Bocchi, il s'agit d'une mise au point d'ensemble sur la question, qui inclut un tableau de l'évolution des métiers et de la domination marchande sur les activités artisanales, depuis le réveil de l'économie urbaine au XI^e siècle jusqu'au raidissement des cadres corporatifs à la fin du XIII^e et au XIV^e siècles. On appréciera la justesse du ton sur des points délicats tels que les effets incertains du »gouvernement des arts« du XIII^e siècle qui, faute d'engendrer une mutation des rapports économiques entre propriétaires fonciers, grands marchands et travailleurs urbains, laisse se développer une réaction patricienne de plus en plus vigoureuse à la fin du Moyen Age – une constatation que l'on retrouvera à propos de l'Allemagne. On regrettera que cet exposé ne prenne pas en compte tous les secteurs du travail urbain: par exemple, lorsqu'il développe le cas de l'industrie textile, l'A. ne traite pas du tout du coton, pourtant essentiel à partir du XII^e siècle et qui suscite des formes d'organisation du travail sensiblement différentes de la draperie (cf. les travaux de S. MAZZAOUI, P. RACINE, F. BORLANDI); ni de la draperie génoise (R. S. LOPEZ), contrepoint intéressant, par sa spontanéité, aux concentrations des grands centres drapants. D'autres exemples pourraient être cités dans le même esprit; relevons seulement qu'il paraît difficile de parler des *ministeria* du haut Moyen Age comme le fait (d'ailleurs finement) l'A., sans citer les *Honorantiae civitatis Papiæ* et les pages consacrées par P. TOUBERT aux collèges romains.

Contrairement aux précédentes, la relation de C. FROVA, »La scuola nella città tardomedievale: un impegno pedagogico e organizzativo«, s'assigne un but relativement restreint: le contenu et la fonction sociale de l'enseignement élémentaire d'après les cas de quelques villes où on le connaît relativement bien (Piémont, Toscane, Gênes). L'A. se refuse à aborder de front le débat historiographique classique sur ce sujet, c'est-à-dire les débuts des écoles laïques; mais elle le réintroduit finalement en concluant que l'enseignement des maîtres de grammaire laïcs a le même contenu que celui des écoles de l'Eglise: des rudiments très simplifiés, mais surtout une formation morale de moule monastique, qui semble à première vue peu en rapport avec la société urbaine. Ce n'est qu'en ce qui concerne l'arithmétique que l'enseignement destiné aux jeunes citadins se sépare nettement des connaissances traditionnelles.

Les quatre autres relations fournissent un échantillonnage intéressant des villes germaniques: villes de création récente, encore bien modestes à la fin du Moyen Age, dans des régions à prédominance rurale (Tyrol); cités anciennes mais sans importance économique particulière, politiquement intégrées dans un Etat territorial (Trèves); et deux types de cités anciennes à fort développement économique et politique, Cologne et Augsbourg, qui diffèrent par le détail – important – de leur évolution (par exemple en ce qui concerne la chronologie des transformations sociales ou les rapports avec la noblesse rurale).

Les quatorze cités tyroliennes – à cheval sur l'actuelle frontière austro-italienne – étudiés par F. H. HYE (»Le antiche città del Tirolo: origini e struttura«) sont toutes de création médiévale;

les plus connues sont Innsbruck, Bolzano, Merano, Lienz, Bressanone. Fondées comme lieux de marché sur de grands itinéraires alpins, elles ont été élevées par leur fonction commerciale au-dessus des villages environnants, souvent par la volonté de leurs seigneurs. Leur fonction commerciale se double rapidement d'un rôle administratif, et leur dignité est symbolisée par l'édification d'une enceinte et, tardivement (XV^e siècle), d'un hôtel de ville. Le caractère à peine citadin de ces centres se traduit cependant par deux traits: leur territoire est plus petit que celui des villages, et du point de vue religieux ils dépendent souvent d'une paroisse rurale voisine.

Les essais sur Augsbourg, Cologne et Trèves atteignent des résultats très comparables entre eux, tout en suivant des méthodes différentes. Augsbourg et Cologne sont déjà pourvues d'une bibliographie considérable, ce qui permet à R. KIESSLING («Augusta e le altre città della Svevia orientale nel tardo Medioevo: l'aristocrazia, la politica ecclesiastica e territoriale») et C. von LOOZ-CORSWAREM («La costituzione della città di Colonia nel tardo Medioevo») d'aborder directement la synthèse sur les aspects qui les intéressent: pour Augsbourg, une mise au point sur les grands problèmes de l'évolution socio-politique, élargie sur certains points aux cités voisines; pour Cologne, un récit politique suivi, insistant, comme la relation précédente, sur les changements et les permanences au sein du groupe dirigeant. A Trèves enfin, les études sont moins nombreuses, mais les sources des XIV^e-XV^e siècles sont selon A. HAVERKAMP («Storia sociale della città di Treviri nel basso Medioevo») de valeur exceptionnelle; des registres fiscaux, en particulier, permettent une étude sociale très précise (on regrettera l'absence de confrontation avec les «catasti» italiens); cette grosse relation (80 pages) présente une recherche sur ces sources étalée sur plusieurs années, couvrant tous les aspects de Trèves au bas Moyen Age: économie, démographie, société, politique, vie religieuse, topographie...

Une évolution politique commune ressort de ces trois études: l'émergence à partir du XII^e siècle d'un gouvernement citadin autonome envers le pouvoir épiscopal, et d'abord monopolisé par une aristocratie issue du service de l'évêque lui-même: ministériels, vassaux, échevins; puis l'établissement entre 1350 et 1450 d'une constitution qui enlève à cette aristocratie tout ou partie de son pouvoir pour la remplacer par un gouvernement émanant de l'ensemble des corporations; enfin, très vite, le retour de la prédominance politique de l'ancienne aristocratie, qui s'insère dans le nouveau système en s'unissant plus ou moins étroitement aux grands marchands au sein du patriciat (sauf peut-être à Trèves, où l'aristocratie des échevins semble très affaiblie); les artisans, et d'une façon générale l'ensemble de ceux qui ne sont ni riches ni nobles, sont ainsi exclus durablement du pouvoir à l'intérieur même d'un système politique calculé pour le leur donner.

C'est le premier des thèmes qui traite R. KIESSLING; il montre ensuite l'attraction du monde de vie aristocratique sur la bourgeoisie d'Augsbourg, avant d'aborder l'intérêt manifesté par le conseil de ville pour les établissements religieux, et enfin les modalités de constitution, dans la deuxième moitié du XIV^e siècle, d'un territoire rural dépendant politiquement de la cité.

C. von LOOZ-CORSWAREM montre que le gouvernement de Cologne est d'abord assuré par trois organes concurrents, recrutés dans le même groupe aristocratique; ruiné par les rivalités internes de l'aristocratie, qui entraînent la chute du pouvoir archiepiscopal, ce système est remplacé en 1396 par un gouvernement des métiers qui dure jusqu'en 1796, mais est vite reconquis de l'intérieur par le patriciat.

De la relation de A. HAVERKAMP, enfin, on ne peut retenir ici que quelques points dans la masse d'informations qu'elle fournit: en dehors de l'évolution politique, qui suit le modèle esquissé ci-dessus, on relèvera l'impact de la grande peste sur une économie florissante (même si elle reste limitée à la consommation locale, dans laquelle la cour archiepiscopale est importante), qui ne s'en relèvera pas; la difficulté de cerner une culture «bourgeoise», en-dehors du phénomène notarial; la proportion de population qui vit à la limite du minimum vital (50%) et l'existence d'une ségrégation géographique des groupes sociaux.

L'absence d'une synthèse est le grand reproche que l'on fera à ce volume: ces communications

de qualité auraient mérité d'être reprises dans une réflexion d'ensemble qui en aurait tiré quelques grandes orientations. L'introduction de G. FASOLI, bonne mise au point sur l'historiographie de la question, ne joue nullement ce rôle. Il aurait surtout été intéressant de confronter avec les aspects correspondants des cités italiennes les traits communs qui ressortent des trois dernières communications.

François MENANT, Paris

Beiträge zum spätmittelalterlichen Städtewesen, publ. par Bernhard DIESTELKAMP, Köln, Wien (Böhlau Verlag) 1982, XX-169 p. (Städteforschung. Veröffentlichungen des Instituts für vergleichende Städtegeschichte in Münster, Reihe A: Darstellungen, Bd. 11).

Ce volume rassemble neuf communications présentées au VIII^e colloque d'histoire urbaine comparée (Munster, printemps 1977) et publiées par les soins du Professeur B. Diestelkamp. Le thème du colloque était le fait urbain après les Staufens. Si les contributions réunies couvrent un champ chronologique allant du XII^e au XVI^e siècle – d'où le titre du recueil –, l'essentiel de la recherche porte bien sur les XIII^e et XIV^e siècles. L'histoire des villes durant cette période a été envisagée à un triple point de vue: celui de leurs rapports avec leurs seigneurs, celui de leur évolution institutionnelle et enfin celui de leur structure sociale, toutes questions étroitement liées les unes aux autres.

Une première série de contributions met l'accent sur les aspects politiques et institutionnels. H. RABE examine le processus de formation du régime consulaire dans les villes d'empire de la Haute Allemagne qui se dotent d'un conseil seulement dans la seconde moitié du XIII^e siècle. J. SYDOW évoque les nombreuses fondations de villes effectuées dans leurs possessions par les princes territoriaux de l'Allemagne du Sud-Ouest durant cette même période. Particulièrement étoffée et suggestive apparaît la communication de Madame J.-M. WÜLFING qui traite de la politique financière des villes à partir de l'exemple du Lubeck. Elle met en lumière la remarquable organisation des finances lubeckaises dans le demi-siècle compris entre 1260 et 1310 à partir de la documentation fournie par les Kämmererbücher. La ville dispose dès cette époque d'une véritable administration financière avec l'institution de la Kammerei ou *camera civitatis*, dirigée par deux maîtres. Celle-ci assure la gestion des revenus ordinaires de la cité qui sont loin d'être négligeables. C'est qu'en effet l'empereur ne demande aux Lubeckois au titre de ses droits supérieurs qu'une somme forfaitairement fixée à 750 marcs par an et leur laisse le surplus des revenus d'un domaine dont le rendement s'est beaucoup accru avec l'augmentation de la population et le développement de l'activité économique. L'administration financière urbaine ne se contente pas de tirer par une gestion rigoureuse le maximum des sources de revenus existantes; elle en fait naître de nouvelles tout au long de la période au prix d'un certain nombre d'investissements judicieux (construction de moulins, fondation de villages). Le but de cette politique est clair: l'autonomie de la ville, sa sécurité, la préservation de ses intérêts commerciaux apparaissent étroitement liés à ses capacités financières. Cependant les ressources ordinaires, si importantes soient-elles, restent insuffisantes pour faire face aux dépenses extraordinaires et Lubeck, comme toute autre ville, est obligée de recourir au crédit sous la forme des emprunts ou des ventes de rentes viagères. Son administration financière intervient en ce domaine avec une particulière efficacité en agissant à la façon d'une banque et en maîtrisant les techniques du milieu marchand. Ainsi par l'organisation exemplaire de ses finances, Lubeck parvient-elle à renforcer sa position aussi bien face à l'empereur que face aux princes territoriaux voisins. On est vraiment très loin du modèle français.

Une autre série de contributions privilégie l'étude sociale. A cet égard, le volume ne reflète que partiellement l'attention portée par le colloque au problème de la ministérialité urbaine.